Madame, Monsieur,

Le 2 octobre, nous serons en grève contre l'austérité, pour défendre l'Éducation, l'école inclusive et les services publics.

Aucune réponse n'a été apportée par le Premier ministre aux revendications légitimes des personnels de l'Éducation nationale. Le silence du ministère ne fait qu'accentuer nos inquiétudes. Si les orientations du projet de budget 2026 se confirment, cela aurait de graves répercussions sur les conditions d'apprentissage de vos enfants et sur nos conditions de travail.

Concrètement, continuer dans cette direction signifie :

- des classes parmi les plus chargées d'Europe,
- des suppressions de postes,
- des élèves sans enseignant-es titulaires ou sans remplaçant-es,
- des Accompagnants d'Élèves en Situation de Handicap (AESH) toujours précaires et sous-payé-es,
- des milliers d'élèves en situation de handicap sans accompagnement suffisant.

Ces choix relèvent d'une politique d'austérité qui frappe toute la population :

- recul des droits sociaux (baisse de l'assurance chômage, gel des prestations),
- hausse de la TVA qui pèse sur les plus modestes,
- coupes dans la santé, la solidarité, l'écologie et la culture.

Depuis 2017, les dépenses publiques restent stables : ce sont les recettes qui s'effondrent, avec 308 milliards d'euros de cadeaux fiscaux aux plus riches et aux multinationales. De l'argent, il en a, il doit être mieux réparti.

Avec l'ensemble des organisations syndicales et professionnelles mobilisées, nous réaffirmons notre exigence d'un budget juste et redistributif, qui finance réellement l'éducation, l'école inclusive et l'ensemble des services publics.

Nous comptons sur votre soutien et espérons vous retrouver à nos côtés lors de la manifestation du 2 octobre.

Les enseignant-es grévistes

Madame, Monsieur,

Le 2 octobre, nous serons en grève contre l'austérité, pour défendre l'Éducation, l'école inclusive et les services publics.

Aucune réponse n'a été apportée par le Premier ministre aux revendications légitimes des personnels de l'Éducation nationale. Le silence du ministère ne fait qu'accentuer nos inquiétudes. Si les orientations du projet de budget 2026 se confirment, cela aurait de graves répercussions sur les conditions d'apprentissage de vos enfants et sur nos conditions de travail.

Concrètement, continuer dans cette direction signifie :

- des classes parmi les plus chargées d'Europe,
- des suppressions de postes,
- des élèves sans enseignant-es titulaires ou sans remplaçant-es,
- des Accompagnants d'Élèves en Situation de Handicap (AESH) toujours précaires et sous-payé-es,
- des milliers d'élèves en situation de handicap sans accompagnement suffisant.

Ces choix relèvent d'une politique d'austérité qui frappe toute la population :

- recul des droits sociaux (baisse de l'assurance chômage, gel des prestations),
- hausse de la TVA qui pèse sur les plus modestes,
- coupes dans la santé, la solidarité, l'écologie et la culture.

Depuis 2017, les dépenses publiques restent stables : ce sont les recettes qui s'effondrent, avec 308 milliards d'euros de cadeaux fiscaux aux plus riches et aux multinationales. De l'argent, il en a, il doit être mieux réparti.

Avec l'ensemble des organisations syndicales et professionnelles mobilisées, nous réaffirmons notre exigence d'un budget juste et redistributif, qui finance réellement l'éducation, l'école inclusive et l'ensemble des services publics.

Nous comptons sur votre soutien et espérons vous retrouver à nos côtés lors de la manifestation du 2 octobre.

Les enseignant-es grévistes